

L'AFFRONTEMENT STRATÉGIQUE TRANSATLANTIQUE : UNE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS

PAR

JEAN-PAUL HÉBERT (*)

Après avoir épuisé l'Empire soviétique dans une course folle aux dépenses militaires, les États-Unis se sont retrouvés nantis d'une « victoire froide » qui les a laissés désemparés, sans ennemi identifiable. La première guerre contre l'Iraq a été l'occasion de « réhabiliter » la guerre du point de vue international, alors que les actions précédentes (Panama, Grenade, *etc.*) apparaissaient comme des interventions limitées dans « l'arrière-cour » des États-Unis.

Après la dissipation du mirage des dividendes de la paix, la décennie quatre-vingt-dix, aux États-Unis, comme dans la plupart des autres puissances, a été la période des réorganisations fondamentales de l'appareil militaire : suppression de la conscription et professionnalisation, développement des technologies militaires nouvelles (surveillance, renseignement, quadrillage satellitaire, armes guidées avec précision, *etc.*), concentration des firmes d'armement. Le mouvement de concentration industrielle a été particulièrement fort aux États-Unis, aboutissant dans la période 1993-1997 à la naissance des trois grands groupes Lockheed-Martin, Boeing et Raytheon, auxquels s'adjoignent, avec les opérations des années 2001-2002, Northrop Grumman et General Dynamics. La réorganisation a été surtout marquée par l'élaboration de doctrines stratégiques renouvelées (Révolution dans les affaires militaires, *Nuclear posture review*, *National security strategy of the USA*).

Les États-Unis ont accompagné ce mouvement par une réorientation de leur politique dans le sens de l'unilatéralisme et de l'intervention : aujourd'hui, seul contre le monde, l'Empire agit sans retenue pour assurer les moyens de sa domination, c'est-à-dire la maîtrise des flux (flux financiers, flux d'information, flux commerciaux). Les moyens technologiques nouveaux lui donnent la possibilité de substituer à la guerre de masse la guerre ramassée. Le monde est entré dans une nouvelle phase des relations internationales, marquée par la mutation de l'Empire et la mutation de la guerre et, entre les États-Unis et l'Europe, ce n'est plus seulement la course aux

(*) Ingénieur de recherche à l'EHESS.

armements ou, plus précisément, la course est le lieu d'un affrontement stratégique.

MUTATION DE L'EMPIRE

Les Etats-Unis contre le reste du monde

La volonté solitaire concrétisée dans l'action guerrière en Iraq n'a pas seulement pour objectif le pétrole et l'établissement d'un rapport de force dans la région du Moyen-Orient. Elle vise plus fondamentalement à construire une nouvelle hégémonie américaine sur l'ensemble de la planète : les théoriciens néo-conservateurs de l'Administration Bush ne sont pas des excentriques obsédés par les terroristes ; ce sont des intellectuels obstinés qui, depuis longtemps, développent un projet stratégique cohérent qu'ils ont enfin l'occasion de mettre en œuvre. Paul Wolfowitz, Secrétaire adjoint à la Défense, est le plus connu, mais Donald Rumsfeld, Richard Cheney, Richard Perle se rattachent à l'école de pensée du PNAC, projet pour une nouvelle ère américaine (*Project for a new American century*), dont fait également partie Bruce Jackson, qui a mis sur pied la déclaration du « Groupe de Vilnius » favorable à la thèse américaine quant à la guerre en Iraq, contre les choix français, allemand et belge (1).

Le projet est celui d'une hégémonie sans contestation, réduisant au besoin par un remodelage géographique les zones de faiblesse d'influence américaine et ne laissant aux « amis » et « alliés » que le choix entre le suivisme silencieux ou l'exclusion à grand fracas. C'est un projet à la fois « sur » le reste du monde et « contre » le reste du monde. Ce projet est le plus déséquilibrant pour les relations internationales qui ait été développé depuis longtemps, car il est de nature à mettre en branle ce « choc des civilisations » que ne cessent d'agiter les penseurs néo-conservateurs.

Pour autant, cet ensemble n'est pas absolument homogène et on peut, à la suite de Stanley Hoffmann, distinguer plusieurs courants. Le « nouvel exceptionnalisme » correspondait parfaitement à cet état d'esprit. Cette doctrine a été mise en avant par quatre types de personnages jouissant d'une grande influence auprès de l'Administration Bush. Les premiers sont les shérifs, comme Cheney et Rumsfeld, pour qui le monde se résume à une bagarre entre gentils et méchants, sortie tout droit d'une scène du *Train sifflera trois fois*. Ils ont été déçus lorsque Ronald Reagan a tourné la page sur la belle époque de l'empire du mal pour accueillir Mikhaïl Gorbatchev à bras ouverts – initiative qui, selon eux, dédramatisait par trop l'effondrement de

(1) Cf. *Le Monde*, 27 février 2003. Le Groupe de Vilnius est composé des pays suivants : Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovénie, Macédoine, Croatie, Albanie, Slovaquie. Bruce Jackson a été vice-président de Lockheed-Martin de 1993 à 2002. Cf. sa présentation sur le site Internet <http://www.expanadnato.org/brucejackson.html>.

l'Union soviétique. La deuxième catégorie est celle des nouveaux impérialistes – des poids lourds comme Charles Krauthammer et William Kristol –, qui ont une vision tout aussi tranchée des acteurs et des événements et estiment que le bien que les États-Unis dispensent au monde justifie tous les moyens : ces penseurs ont été frustrés par la fin (en queue-de-poisson, à leurs yeux) de la guerre du Golfe en 1991. Un troisième groupe, moins important, interprète tout en termes de compétition entre les valeurs traditionnelles politiques et religieuses de l'Amérique et ceux qui les attaquent, depuis les libéraux laïques dépravés jusqu'aux terroristes musulmans. Ce sont ceux que j'appelle les « *fundamentalistes américains* ». Enfin, il y a une nébuleuse d'amis d'Israël, persuadés de la convergence des intérêts de l'État juif et des États-Unis – deux États démocratiques qui, disent-ils, sont tous deux entourés d'ennemis et tous deux contraints de s'en remettre à la force militaire pour assurer leur survie : ces analystes voient la politique étrangère à travers le prisme de l'unique souci de savoir ce qui est bon ou pas pour Israël. Depuis la création de ce pays en 1948, ces penseurs n'ont jamais été très en odeur de sainteté au Département d'État, mais ils sont désormais bien implantés au Pentagone, dans l'entourage direct de stratèges comme Paul Wolfowitz, Richard Perle et Douglas Feith (2).

Réorganisation stratégique du continent américain

La position nouvelle de l'Empire n'est pas seulement militaire, mais aussi économique et politique. Elle s'appuie en particulier sur une réorganisation de l'espace politico-stratégique du continent américain visant une intégration de marché plus marquée, avec en particulier la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) (3). Les États-Unis ont également accentué leurs pressions pour qu'en Amérique latine les pays s'engagent plus fortement dans le combat contre ces menaces asymétriques (drogue, terrorisme, immigration illégale, etc.) présentées comme déterminantes (4). Ces pressions passent aussi par des financements : entre 2000 et 2002, les États-Unis ont apporté plus de 2 milliards de dollars à cinq pays (Bolivie, Colombie, Équateur, Mexique et Pérou) pour intensifier leur lutte contre la drogue, dans un processus qui vise à donner de plus en plus la haute main aux stratèges américains sur les appareils militaires locaux. C'est notamment le sens de la Charte démocratique interaméricaine qui, signée à Lima précisément le 11 septembre 2001, est susceptible, soulignent les analystes, de légitimer des ingérences américaines. C'est ainsi que le document spécifie que l'« altération » de la démocratie institutionnelle pourrait justifier une inter-

(2) Stanley HOFFMANN, « The high and the mighty », *The American Prospect*, vol. 13, n° 24, 13 janvier 2003, cité par Jean GUISEL, *Délires à Washington*, La Découverte, Paris, 2003, 256 p.

(3) On résume ici des thèses exposées dans Yves BÉLANGER/Stéphane ROUSSEL, « La sécurité des Amériques : les premiers pas vers une intégration régionale ? », *ARES*, vol. 20, n° 51, juin 2003, pp. 17-26.

(4) William S. COHEN, *Quadrennial Defense Review 1997*, US Department of Defence, Washington, mai 1997.

vention de l'Organisation des Etats américain (OEA) selon des modalités qui demeurent vagues (5). Le représentant permanent des Etats-Unis au sein de ce dernier organisme soutient qu'il s'agit d'un « cadre pour l'action » (6), ce qui laisse entrouverte la porte à d'éventuelles interventions du Conseil interaméricain de défense (CID), organisme qui vise la mise en place d'une force militaire multilatérale chargée de contribuer à la stabilité de l'Amérique entière.

L'intégration concerne aussi l'Amérique du Nord, dans une approche qui s'est déployée avec la « *Homeland Defense* » et la « *Homeland Security* », qui reposent sur la volonté de sanctuariser le territoire en le protégeant contre les menaces nucléaires que pourraient exercer les Etats « voyous » ou de nouvelles puissances nucléaires. Le déploiement d'un bouclier de défense antimissiles est la pierre angulaire d'un programme qui prévoit également un renforcement du niveau des capacités spatiales, terrestres et maritimes de diverses natures. Cette perspective stratégique nouvelle s'est ensuite développée à travers plusieurs initiatives majeures : abandon d'une stratégie fondée uniquement sur la dissuasion et doute entretenu sur le fait que les armes nucléaires pourraient être utilisées dans le cadre de conflits limités (7); dénonciation unilatérale du Traité ABM laissant la voie libre à la mise en place du bouclier de défense antimissiles; nouvelle doctrine de défense fondée notamment sur des attaques préventives de la part des Etats-Unis (8); mise en place d'une nouvelle structure de commandement pour l'Amérique du Nord (Northcom), accompagnée d'ententes sur la sécurité aérospatiale, terrestre et maritime (9). On doit cependant observer que la mise en place du DHS (*Department of homeland security*) est loin de se faire de manière harmonieuse : elle se heurte aux intérêts des différentes structures existantes; la volonté de réforme qu'elle représente est loin d'être acceptée unanimement; son efficacité est sérieusement discutée (10).

Vers la puissance solitaire : « punir » l'Iraq pour assagir la Corée

En Iraq, les inspecteurs n'ont pas trouvé trace des armes de destruction massives qui, suivant l'Administration américaine, étaient stockées par ce pays (11). En déduire qu'il n'y avait donc pas de raison de faire la guerre

(5) Janette HABEL, « Nouvelle architecture militaire dans les Amériques », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002, p. 18.

(6) Roger NORIEGA, « The Western Hemisphere Alliance : the OAS and US Interest », *Heritage Foundation Lecture*, Washington, 20 novembre 2001.

(7) Secretary of Defence, *Nuclear Posture Review : Report to Congress*, décembre 2001.

(8) White House, *The National Security Strategy of the United States of America*, septembre 2002.

(9) George MACDONALD, vice-chef d'état-major de la Défense, *Les relations canado-américaines en matière de défense. Les menaces asymétriques et le plan de commandement unifié des Etats-Unis*, ministère de la Défense nationale, Ottawa, 6 mai 2002.

(10) *TTU*, 2 octobre 2003.

(11) « Nous nous sommes entendus sur une question, les armes de destruction massives, parce que c'était la seule raison sur laquelle tout le monde pouvait tomber d'accord », déclare Paul Wolfowitz à *Vanity Fair*, cité par *Le Monde*, 31 mai 2003.

reviendrait à admettre que les États-Unis cherchaient une « vraie bonne raison » d'intervenir. Il est clair que c'est le contraire qui est vrai : les États-Unis ne voulaient surtout pas avoir de raisons indiscutables. Histoire d'éta-ler leur force, de montrer que justement ils n'ont pas besoin de « bonnes raisons » pour intervenir, qu'ils sont capables de le faire quand bon leur semble, sans autre justification. Ce que le Président Bush exprimait clairement : « nous ne pouvons croire sur parole des tyrans qui signent solennellement des traités de non-prolifération pour ensuite les violer systématiquement. Si nous attendons que les menaces se concrétisent pleinement, nous aurons attendu trop longtemps. [...] Nous devons attaquer l'ennemi les premiers, déjouer ses plans et régler les menaces les plus graves avant même qu'elles ne se manifestent » (12). Cela est théorisé dans le concept de frappes préemptives : « la préemption est une sorte de prédissuasion qui juggle la menace à un stade plus précoce et plus sûr. Renverser Saddam parce qu'il refuse de renoncer à ces armes montrerait clairement aux autres tyrans qu'ils n'ont rien à gagner en tentant d'acquérir des ADM : non seulement ces armes ne vous assureront aucune immunité (contrairement à la dissuasion classique), mais elles seront en plus le vecteur de votre extinction. Non content de vous retrouver désarmé, vous serez en outre détrôné. Tous ceux qui envisagent de se procurer ce type d'armes devraient garder à l'esprit qu'elles signent leur arrêt de mort – politiquement et très littéralement » (13).

Cette lecture est encore renforcée par ce qui se passe avec la Corée du Nord : l'administration américaine fait savoir que les dirigeants coréens leur ont dit qu'ils avaient construit des armes nucléaires, en dépit de leur engagement dans le Traité de non-prolifération. Malgré les démentis des autorités nord-coréennes, les informations américaines persistent. On chiffre même la quantité de têtes que les Coréens posséderaient (deux à six suivant les publications). L'engagement de 1994 par lequel les États-Unis apportaient à la Corée du Nord une aide en énergie (deux réacteurs peu proliférants et du pétrole) ainsi que de la nourriture, en échange d'un renoncement à ses programmes nucléaires, est mis à mal par les États-Unis qui, d'une part, retardent la construction des réacteurs promis et, d'autre part, suspendent unilatéralement leur aide au dernier trimestre 2002. Dans ce bras de fer, les enchères montent : les forces américaines font arraisonner par des bâtiments espagnols le cargo nord-coréen *So San* avec, à bord, quinze missiles Scud à livrer au Yémen, pays souverain, parfaitement en droit d'acquiescer des armements (14). C'est une pression supplémentaire sur la Corée du Nord, dont les missiles sont une des rares productions exportable. Dans le

(12) George W. BUSH, *Commencement address at the United States Military Academy at West Point*, West Point, New York, 1^{er} juin 2002.

(13) Charles KRAUTHAMMER, « The Obsolescence of deterrence », *The Weekly Standard*, 12 septembre 2002.

(14) *Le Monde*, 13 décembre 2002.

même temps, les Coréens essaient de négocier la question nucléaire contre une aide accrue.

Cependant, la différence de traitement entre la Corée et l'Iraq est flagrante : certes, elle s'explique pour une part par le fait que la Corée ressort finalement de la zone d'influence chinoise. Toutefois, au fond, cette détermination n'est pas contradictoire avec les intérêts américains : d'une part, l'agitation de la Corée, qui possède « sans doute » ou « peut-être » des armes nucléaires, renforce le discours américain sur la réalité de la prolifération ; d'autre part, l'arbitraire de la différence de traitement indique clairement aux pays qui ne sont pas dans la zone « chinoise » (par exemple à l'Iran (15), autre partie de l'« *axe du mal* ») qu'ils doivent compter avec l'éventuelle intervention des Américains, où et quand ils le veulent.

C'est dire que dans ce jeu de faux-semblants, l'ONU, le Conseil de sécurité et les autres instances internationales ne pèsent guère sur les décisions et que le respect des traités est jugé à l'aune de la force des protagonistes : le tohu-bohu qui a accompagné l'annonce coréenne de retrait du Traité de non-prolifération ne s'était guère fait entendre quand, en 2002, le Président américain avait dénoncé le Traité antimissiles balistiques, relançant ainsi une course aux armement autrement plus importante que les possibilités de la famélique Corée du Nord.

Une augmentation des crédits militaires ciblée vers la doctrine nouvelle

On a souligné précédemment (16) que l'augmentation des crédits de défense américains depuis le 11 septembre 2001 s'inscrit en réalité dans un cycle qui trouve son origine, non pas en septembre 2001, mais dès 1999, sous la présidence de William Clinton (17). On doit cependant ajouter que ce mouvement de hausse se perpétue et que l'augmentation pour l'année 2004 est de 4,4 %, portant ainsi le total à plus de 400 milliards de dollars (exactement 401,3 milliards de dollars, dont 19,3 pour la partie « armes nucléaires » du Département de l'Énergie) (18). Les États-Unis prévoient de dépenser 2 700 milliards de dollars pour la défense dans les six prochaines années. Le budget 2004 prévoit à lui seul un montant de 63,4 milliards de dollars (en augmentation de 9 %) pour la recherche-développement, c'est-à-dire à peu près le total des budgets globaux de Défense français et allemand. Ce mon-

(15) L'Iran est accusé de développer en secret des armes nucléaires à partir notamment de la centrale de Bouchehr. Cf. *AFP*, 2 janvier 2003.

(16) Cf. Jean-Paul HÉBERT, « La nouvelle architecture des systèmes de production d'armement et de sécurité et le monde nouveau du XXI^e siècle », Communication au colloque 2002 de l'AFCES, Toronto.

(17) On trouvera des données comparatives plus détaillées dans Jean-Paul HÉBERT, « Militarisation ou démilitarisation du monde ? L'évolution des dépenses militaires mondiales en longue période », *Mondes en Développement*, tome 28-2000, n° 112, pp. 11-24.

(18) *AFP*, 12 novembre 2003. Pour plus de détails, cf. le site Internet du Center for Defense Information : www.odi.org.

tant de 400 milliards de dollars équivaut à la somme des budgets de défense des vingt pays les plus dépensiers du monde pour la défense (19).

Si, donc, on ne peut négliger le volume absolu de ces dépenses, on doit cependant ne pas perdre de vue que la nouveauté principale réside plutôt dans la position doctrinale (20) (en particulier une nouvelle optique quant aux armes nucléaires et à leur conditions d'emplois développée dans la *Nuclear posture review*) et dans l'inflexion quant à la nature des dépenses. On a vu en 2001-2002 les crédits consacrés au renseignement augmenter jusqu'à représenter un budget supérieur à 30 milliards de dollars, dont 3,5 milliards de dollars pour la seule CIA (21). Et l'action de l'ensemble de ces structures (CIA, NSA, DIA, NRO, NIMA, CIO notamment) est censée se coordonner et se renforcer, surtout après les critiques qui se sont exprimées quant à l'inefficacité des services à propos du 11 septembre. Cependant, cette fois, ce sont les sommes consacrées aux forces spéciales qui s'accroissent de manière notable à 6,7 milliards de dollars (37 % d'augmentation) (22). Ce budget doit aussi prévoir le financement des réservistes (43 000 en début d'année 2004) mobilisés pour assurer la relève des troupes en Iraq. Beaucoup d'entre eux viennent de PME et leur réadaptation après un an (ou plus selon certains experts) sera coûteuse et nécessitera des exemptions fiscales pour aider leurs entreprises, notamment pour les stages de formation nécessaires lors de leur retour à la vie professionnelle (23).

Enfin, le Sénat américain a levé une interdiction – l'amendement Spratt-Furze – de 1993 qui bloquait la recherche-développement d'armes nucléaires de moins de cinq kilotonnes (24) et le budget 2004 a ouvert des crédits de 6 millions de dollars pour effectuer ces recherches. Il a attribué également 15 millions de dollars à des études sur la modification de têtes nucléaires, qui pourraient être utilisées pour frapper des *bunkers* profondément enterrés (25). Comme, dans le même temps, les Etats-Unis sont en train de mettre au point une bombe massive à effet de souffle de 9,5 tonnes (Bombe MOAB), on observe que si ces armes nucléaires miniaturisées voyaient le jour, la frontière entre armes nucléaires et armes classiques deviendrait de plus en plus ténue, avec tous les risques que cela comporte (26).

Le risque est d'autant plus grave que la perspective d'une partie de l'administration américaine est celle d'une quatrième guerre mondiale comme le développe Norman Podhoretz, rédacteur en chef pendant trente-cinq ans de

(19) Selon les données de l'IISS. Les variations qu'on pourrait relever ne modifient pas fondamentalement l'ordre de grandeur. Le budget de défense américain équivaut à la somme des budgets de défense des pays suivants : Russie, Chine, Japon, Royaume-Uni, France, Allemagne, Arabie saoudite, Italie, Inde, Corée du Sud, Brésil, Taiwan, Israël, Espagne, Australie, Canada, Pays-Bas, Turquie, Mexique, Koweït, Ukraine.

(20) Notamment celle exprimée dans *The National Security Strategy of the United States of America*.

(21) *Le Monde*, 8 juin 2002.

(22) *TTU*, 19 juin 2003.

(23) *AFP*, 6 novembre 2003.

(24) *Le Monde*, 25-26 mai 2003.

(25) *AFP*, 12 novembre 2003.

(26) *AFP*, 20 novembre 2003.

la revue *Commentary* et l'un des plus influents théoriciens néo-conservateurs avec Irving Kristol : « *La Quatrième Guerre mondiale est peut-être en train de se préparer. Nous ne devons pas partir du principe qu'une guerre mondiale implique nécessairement la mobilisation de millions d'hommes, des échanges de millions de tonnes d'explosifs [...] La campagne contre Al Qaïda nous a conduits à renverser le régime taliban, et nous pourrions fort bien nous retrouver, bon gré mal gré, contraints par la même logique politique et militaire de renverser cinq ou six ou sept autres régimes tyranniques du monde musulman dont cet autre commanditaire du terrorisme qu'est l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat. [...] Je peux même imaginer que les bouleversements de cette guerre déboucheront sur une mission impériale d'un nouveau genre pour l'Amérique, dont l'objectif serait de présider à l'apparition dans la région de nouveaux gouvernements plus ouverts à la réforme et à la modernisation que les despotismes actuellement en place. [...] Je peux aussi envisager l'établissement d'une sorte de protectorat américain sur les champs de pétrole d'Arabie saoudite, car nous comprenons de moins en moins que l'on puisse laisser 7 000 princes exercer tant de pressions sur nous et sur le reste du monde. Quels qu'en soient les contours exacts, les pays musulmans en particulier et le monde en général seront très différents lorsque cette guerre sera finie. Très différents et bien plus agréables pour la grande majorité des individus d'un bout à l'autre de la planète. À moins, bien entendu, que les Etats-Unis ne soient empêchés par leurs alliés d'aller jusqu'au bout* » (27). C'est qu'en effet la relation avec les alliés, c'est-à-dire essentiellement les pays européens, apparaît de plus en plus comme problématique dans cette orientation politique.

LA COURSE AUX ARMEMENTS, COMME DIMENSION DE L'AFFRONTEMENT

On a mis en évidence précédemment (28) le fait que les Etats-Unis mènent une course à la technologie militaire (une nouvelle course aux armements), par laquelle ils espèrent distancer durablement les pays européens et obtenir le contrôle des marchés d'armement des pays amis et alliés d'une part et des pays émergents d'autre part. Cette confrontation prend aujourd'hui une dimension d'acuité accrue. Il ne s'agit plus seulement de conforter une prééminence : il s'agit de réduire les moyens d'intervention d'un rival gênant.

Cet affrontement se développe avec les manipulations de concepts comme la « forteresse Europe », censée symboliser une volonté de protectionnisme

(27) Norman PODHORETZ, « How to win World War IV », *Commentary*, 1^{er} février 2002.

(28) Cf. Jean-Paul HÉBERT, « La confrontation Etats-Unis-Europe sur les marchés d'exportation d'armement », in Yves JEANCIOS (dir.), *La Sécurité de l'Europe et les relations transatlantiques au seuil du XXI^e siècle*, Bruylant, Bruxelles, 2003, 414 p. (pp. 141-163).

européen, ou le « *gap* » supposé entre les capacités européennes et américaines (29).

Au plan mondial, la prééminence des Etats-Unis dans les exportations d'armement est évidente : selon le rapport 2003 de Richard Grimmett pour le service de recherche du Congrès, sur presque 30 milliards de dollars de ventes d'armes dans le monde en 2002, 45 % étaient réalisées par les Etats-Unis (30). Cependant, la compétition ne porte pas tant sur le montant financier proprement dit que sur la nature des armes exportées et la place particulière des clients. Ainsi, les Etats-Unis confortent leur politique en Extrême-Orient en livrant au Japon un système perfectionné Aegis de défense anti-aérienne pour les navires (31) et en essayant de mettre sur pied les moyens d'une livraison de huit sous-marins classiques à Taiwan, même si cette dernière opération se heurte à l'opposition du gouvernement allemand, puisque le projet initial de l'administration américaine était de faire fabriquer ces sous-marins dans le chantier germanique HDW, passé sous contrôle financier américain (32). Ils développent également leur présence en Méditerranée avec les livraisons à l'Algérie au premier semestre 2003 de radars côtiers s'insérant dans un programme plus général de l'OTAN de surveillance de la rive sud (33). Le bilan en ce qui concerne les pays d'Europe centrale est plus mitigé : les Etats-Unis ont remporté un succès indéniable auprès de la Pologne, en vendant 48 avions F-16 à ce pays, malgré les offres suédo-britanniques de BAE Systems – SAAB, qui proposait des Jas-39 Gripen, et françaises de Dassault Aviation avec des Mirage 2000-5. Le montant des compensations offertes par les Etats-Unis était pourtant assez éloigné des objectifs polonais, mais la perspective politique l'a emporté (34). En revanche, la République tchèque a finalement opté pour la location de 14 Gripen (35), malgré les pressions pour lui faire choisir des F-16 d'occasion ou des F-18 et cette décision conforte la place du Gripen déjà choisi par la Hongrie en 2001 (36).

Les décisions attendues en 2004 concernent les choix du Brésil et de Singapour. Le Brésil souhaite acquérir dix à quinze appareils pour environ 700 millions de dollars. Le Mirage 2000 est en concurrence avec le F-16, le Su-35 et le Gripen. Le F-16 paraît mal placé dans la conjoncture politique actuelle, mais ceci ne profitera pas automatiquement à la proposition fran-

(29) Sur ce dernier point, cf. Jean-Paul HÉBERT, « L'Europe, vraie puissance militaire mondiale », *L'Economie politique*, n° 20, 4^e trimestre 2003, pp. 32-41.

(30) Richard F. GRIMMETT, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations 1995-2002*, CRS report for Congress RL32084, 22 septembre 2003, 91 p.

(31) *AFP*, 11 avril 2003.

(32) *AFP*, 14 décembre 2003.

(33) *TTU*, 4 septembre 2003.

(34) *AFP*, 15 mars 2003.

(35) *AFP*, 17 décembre 2003.

(36) *AFP*, 18 décembre 2003. Le Gripen a par ailleurs été acquis par l'Afrique du Sud et pourrait donc dans l'avenir être choisi par d'autres pays européens.

çaise (37). A Singapour, le marché concerne une vingtaine d'appareils. Si le F-16 et le F-18 ont été éliminés, le F-15 reste en lice, ainsi que l'Eurofighter et le Rafale. Un choix européen de la part de la Cité-État constituerait une surprise et une inflexion politique notable (38). Les conclusions de ces deux marchés seront des phases importantes du processus de compétition transatlantique.

Plus fondamentalement encore, l'affrontement se joue aussi sur le plan industriel : pour cela, les acteurs américains utilisent des moyens de concurrence oblique, développent une stratégie de contournement et promeuvent des initiatives de dissociation.

Concurrence oblique protéiforme

Par « concurrence oblique », on entend l'ensemble des moyens non directement économiques mis en œuvre pour emporter un marché ou pour empêcher un concurrent de l'emporter. Il s'agit aussi bien d'arguments juridiques que de pressions politiques ou de mesures protectionnistes ouvertes ou déguisées et d'espionnage économique.

Arguments juridiques

Il s'agit des accusations sur la question des avances remboursables et plus globalement sur les « aides » étatiques, de l'utilisation de l'ambiguïté de la législation anticorruption, de la mise en avant des risques de dissémination de technologies sensibles, de la remise en cause de l'accord États-Unis-Europe sur les financements publics à l'aéronautique de 1992, *etc.* Ceci est particulièrement visible avec l'offensive sur le dossier des avances remboursables à Airbus, pourtant mis à plat avec l'accord euro-américain de 1992, mais qui est périodiquement remis sur le devant de la scène, comme une preuve du caractère déloyal de la concurrence européenne. Au fur et à mesure que l'écart se réduit entre Airbus et Boeing, la pression se fait plus forte. Le rapport annuel américain sur les barrières commerciales dans le monde en 2000 indiquait : « *les aides publiques substantielles (présentes) et celles qui ont été promises à différentes industries et notamment à Airbus soulèvent de sérieuses inquiétudes [...] quant au respect par les gouvernements européens concernés de leurs obligations bilatérales et multilatérales* ». Washington serait « *extrêmement préoccupé* » si la future société EADS « *éliminait une partie de la dette actuelle du consortium envers les différents membres* » (39). Et la représentante américaine pour le commerce n'hésitait pas à réclamer aux gouvernements allemand et britannique des précisions sur le financement de l'A380 (40). Comme en 2003, Airbus a dépassé son concurrent américain en

(37) *TTU*, 4 décembre 2003.

(38) *AFP*, 10 octobre 2003.

(39) *La Tribune*, 3 avril 2000.

(40) *La Tribune*, 28 juin 2000.

terme d'avions livrés : la concurrence va encore s'exacerber. C'est ainsi que la décision d'EADS d'équiper l'avion de transport A400M de moteurs européens plutôt que de moteurs Pratt & Whitney a suscité la réaction de parlementaires américains qui ont accusé le groupe européen de transgresser les règles du commerce international et demandé à l'Administration Bush de prendre des mesures (41).

Pressions politiques

Les pressions politiques exercées par les responsables de l'administration américaine peuvent prendre une grande variété de formes, comme cela a été le cas pour l'éventuelle commande par la compagnie israélienne El Al de trois Airbus (42), à propos de laquelle Madeleine Albright, en 1999, n'avait pas hésité à déclarer publiquement aux responsables israéliens : « *si El Al, compagnie publique, préfère Airbus, adressez-vous la prochaine fois que vous aurez besoin d'une aide aux Français ou aux Anglais* » (43).

En juillet 2001, l'Australie a décidé de retirer son appel d'offres concernant le remplacement du système de combat de ses six sous-marins Collins pour lui préférer un accord de collaboration avec l'*US Navy*, écartant ainsi le groupe allemand de défense, STN Atlas Elektronik, dont l'offre avait auparavant été préférée à celle de l'Américain Raytheon par la commission d'enquête officielle (44).

En Italie, c'est le programme d'acquisition d'avions ravitailleurs qui illustre cette prédilection américaine. Boeing revendique avoir gagné la compétition avec son 767 contre EADS et l'Airbus 330. Outre l'opacité des procédures d'appels d'offre, EADS dénonce le fait que les spécifications ont été calquées sur les caractéristiques de l'avion américain (45).

En Corée du Sud, le gouvernement américain a multiplié les pressions pour que le contrat d'avions de chasse soit finalement attribué au F-15 de Boeing (avion en fin de fabrication) plutôt qu'au Rafale, dont les résultats avaient pourtant été les meilleurs.

La levée des différents embargos décidés par les Etats-Unis à l'encontre de l'Inde, à la suite des essais nucléaires de 1998, a permis à la Grande-Bretagne, alliée fidèle dans la guerre contre l'Iraq, de conclure enfin un contrat de vente de 66 avions Hawk à l'Inde (46), dont la négociation était bloquée étant donné l'importance des composants américains dans cet avion.

Les pressions peuvent être anticipées dans des interactions complexes : ainsi, Iran Air s'était engagé en 1999 à acheter quatre Airbus A330 (plus

(41) *AFP*, 10 juin 2003.

(42) Ce qui est évidemment loin d'être un montant économiquement significatif...

(43) *La Tribune*, 21 décembre 1999.

(44) *Le Monde*, 27 juillet 2001.

(45) *Air & Cosmos*, 13 juillet 2001.

(46) *AFP*, 4 septembre 2003.

autant d'options), munis de réacteurs Rolls-Royce, mais le motoriste britannique fait obstacle à cette transaction, de peur de mesures de rétorsion contre sa propre filiale américaine Allison, du fait de l'embargo sur les exportations américaines en Iran (47).

MBDA, qui a remporté en 2001 le contrat de fourniture à Abu Dhabi de missiles de croisière Storm Shadow, s'est trouvé pour un temps bloqué par le veto des Etats-Unis, le missile comportant des composants américains (48).

Israël, qui avait dû revenir sur sa signature quant à la fourniture à la Chine d'avions radars, a pendant plusieurs années été empêché d'honorer un contrat du même type (avions radars Phalcon) qu'il avait signé avec l'Inde et a dû attendre l'été 2003 pour que Washington donne son feu vert (49). En revanche, les deux pays attendent toujours l'autorisation américaine pour l'exportation par Israël de missiles antimissiles Arrow vers l'Inde (50). Ce dernier contrat est, de plus, menacé par les restrictions budgétaires israéliennes qui ont amené l'Etat hébreu à renoncer à acquérir le missile Arrow (51).

Les pressions politiques peuvent aussi être des mesures de rétorsion comme ça a été le cas pour le 45^e Salon du Bourget en 2003 : les Etats-Unis, qui avaient prévenu que la France subirait les conséquences de son opposition à la guerre en Iraq, ont annoncé une participation réduite (cinq appareils militaires présentés contre onze en 2001 et boycott des démonstrations en vol) (52). De telles mesures de rétorsion peuvent parfois se nicher dans des détails : ainsi, le Musée des Blindés de Saumur recevant un des premiers Merkava construit par l'industrie israélienne ne pourra pas présenter ce char en état de marche, le moteur, fabriqué aux Etats-Unis, n'ayant pu être réexporté (53).

Les mesures protectionnistes ouvertes ou déguisées

La palette de décisions est très large. On peut illustrer ce phénomène multiforme par quelques exemples comme la décision unilatérale de l'agence fédérale américaine FAA de modifier les réglementations ETOPS (durée maximale de vol pour atteindre un aéroport de déroutement) pour avantager les Boeing 777 ou le remplacement sans justification, en 2000, de la société Thomson-CSF pour le contrat WAAS (Wide Area Augmentation System) de modernisation de la FAA par Raytheon (54).

(47) *Les Echos*, 15 janvier 2001.

(48) *Les Echos*, 13 décembre 2001.

(49) *AFP*, 11 août 2003.

(50) *AFP*, 11 août 2003.

(51) *TTU*, 11 décembre 2003.

(52) *AFP*, 10 juin 2003.

(53) *TTU*, 20 novembre 2003.

(54) *Air & Cosmos*, 1^{er} septembre 2000.

La méfiance devant les groupes d'armement non américains s'exprime ouvertement de la manière la plus crue, comme on a pu le constater à l'occasion des concessions faites par Smith & Wesson (55) – critiqué comme un groupe dont le propriétaire est étranger (56) – sur la législation sur les ventes d'armes individuelles.

Il existe aussi des réactions protectionnistes officielles, comme le dépôt d'un projet de loi protectionniste au Congrès face au projet de Deutsche Telecom de racheter le dernier opérateur mobile indépendant des Etats-Unis, VoiceStream (57).

Le même souci de privilégier les producteurs nationaux explique l'éviction d'Airbus face à Boeing pour le contrat d'avions ravitailleurs (location-vente de 100 appareils pour 26 milliards de dollars) dans des conditions suffisamment obscures pour qu'une enquête du Département à la Défense soit finalement lancée pour établir s'il y a eu des manœuvres frauduleuses (58). L'affaire a pris aux Etats-Unis une ampleur imprévue et, en fin d'année 2003, le Pentagone a suspendu le contrat en attendant des informations complémentaires (59). Toutefois, cette décision, qui fait suite à la pression de commission des forces armées du Sénat, ne peut être lue comme un gage donné à la concurrence européenne. Elle s'explique à la fois par les enjeux électoraux américains et par la compétition interne au système américain de production d'armement : entre Boeing et Lockheed-Martin notamment, la rivalité est marquée; Lockheed-Martin n'avait pas hésité, en juin 2003, à porter plainte contre Boeing pour des irrégularités dans la soumission pour un contrat spatial (60), ce qui s'était conclu par la perte du contrat pour Boeing (61). Toutefois, Boeing bénéficie aussi de décisions favorables de l'administration américaine, comme le remboursement, en fin d'année 2003, de 1,1 milliard de dollars par les services fiscaux (62) ou la commande, le 30 décembre par l'*US Navy*, de 210 avions F/A-18 super Hornet pour 9,6 milliards de dollars (63).

Enfin, l'abondance de crédits que le Pentagone offre aux firmes américaines du secteur développe évidemment des tentations de surfacturations que le système américain combat par des procès périodiques et médiatisés : en 2003, Lockheed-Martin a payé une amende de 1,4 million de dollars pour

(55) Filiale du groupe anglais Tomkins Plc.

(56) *La Tribune*, 14 avril 2000.

(57) *La Tribune*, 27 juillet 2000.

(58) *AFP*, 18 septembre 2003.

(59) *AFP*, 2 décembre 2003.

(60) *AFP*, 10 juin 2003.

(61) Pour remporter le marché, des employés de Boeing avaient subtilisé des dossiers internes du concurrent Lockheed-Martin. Cf. *AFP*, 2 décembre 2003.

(62) *AFP*, 25 novembre 2003.

(63) *La Tribune*, 31 décembre 2003. L'*US Navy* avait déjà acheté 222 Super Hornet avant. Le contrat de 2003 prévoit 30 options supplémentaires, ce qui porterait le contrat à 11 milliards de dollars.

des surfacturations de la société Loral en 1992 (64). Newport News Shipbuilding (groupe Northrop Grumman) est visé par une plainte du Pentagone qui pourrait lui coûter 200 millions de dollars et Northrop Grumman a accepté de payer 111 millions de dollars pour une plainte contre TRW (absorbé par Northrop Grumman en 2002) (65). Cependant, là encore, les firmes américaines sont loin d'être dans une situation sans issue puisque, dans le même temps, Northrop Grumman et General Dynamics sont les bénéficiaires d'un contrat de 9 milliards de dollars pour la construction de six sous-marins nucléaires d'attaque (66).

Le protectionnisme se concrétise dans le *Buy American Act* qui stipule qu'au moins 50 % des composants des équipements militaires achetés à l'étranger doivent être américains. Le président de la commission des forces armées de la Chambre avait même souhaité que cette loi soit renforcée et que l'obligation s'étende à tous les composants-clefs des systèmes d'armes (67). Plus généralement, on sait que les échanges transatlantiques sont déséquilibrés, ainsi que le soulignait le président exécutif d'EADS, Philippe Camus : « *l'Europe achète 16 fois plus de matériel de défense aux Américains que les Américains n'en achètent à l'Europe* » (68). De plus, il est difficile pour les entreprises européennes de pénétrer le marché américain : ainsi, si Snecma réalise environ un tiers de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord, c'est essentiellement par le biais de son partenariat avec General Electric dans CFM international ; pour développer sa part de marché, le groupe français est obligé de chercher des implantations aux Etats-Unis, comme l'explique Philippe Humbert, directeur des affaires internationales de Snecma : « *nous achetons des sites, nous développons des sites industriels de production sur le sol américain pour des raisons qui sont bien sûr évidentes : il est beaucoup plus facile de vendre à un client américain si on a une part de production sur son propre sol* » (69).

Espionnage économique

Les Etats-Unis mènent, sans vraiment s'en cacher, des opérations d'espionnage économique grâce au réseau d'écoute Echelon, dont la fonction n'est pas seulement diplomatique ou sécuritaire (70). Le Parlement européen a publié en 2001 le rapport d'enquête du député allemand Gerhard Schmid sur ce système anglo-saxon d'écoute ; le document souligne : « *l'existence de*

(64) AFP, 3 février 2003. Loral a été absorbé par Lockheed-Martin en 1996. Cf. Jean-Paul HÉBERT/Laurence NARDON, « Concentration des industries d'armement américaines : modèle ou menace ? », *Cahier d'études stratégiques*, n° 23, juin 1999, 154 p.

(65) AFP, 3 février 2003 et 9 juin 2003.

(66) AFP, 15 août 2003.

(67) AFP, 12 novembre 2003.

(68) AFP, 27 mai 2003.

(69) AFP, 20 novembre 2003.

(70) *Air & Cosmos*, 3 mars 2000.

ce système ne fait plus de doute et les entreprises doivent s'en protéger » (71). Le système Echelon avait été analysé de manière détaillée en 2000 dans un rapport de la commission de la Défense nationale (72) : les conséquences de ce système paraissaient suffisamment graves au rapporteur pour qu'il propose, en conclusion, « *l'ouverture de négociations internationales* ».

Contournement industriel

La constitution, en 1999-2000, des trois grands groupes européens, EADS, BAE Systems et Thales, a rendu difficile pour un temps la pénétration du secteur des maîtres d'œuvre dans l'aéronautique, l'espace et l'électronique par les firmes américaines. C'est vers les secteurs de production d'armement classiques (terrestre, naval, motoristes, équipementiers) que se développe une stratégie de contournement avec des incrustations significatives qui rendront difficile la concentration européenne de ces secteurs.

Dans l'armement terrestre, on a vu successivement la reprise du fabricant autrichien Steyr par General Dynamics en 1998 (73), du fabricant de blindés Mowag, en Suisse, par General Motors en 1999, de Bofors Weapons Systems, en Suède, par United Defense (groupe Carlyle) en 2000 et de la firme d'armement terrestre Santa Barbara par General Dynamics la même année (74). En 2003, à son tour Steyr procède à une opération de croissance externe et prend 29 % de l'entreprise slovène de véhicules blindés et de tubes de canons Sistemska Tehnika, en voie de privatisation (75).

Dans le secteur des constructions navales, c'est le chantier naval allemand HDW, dont le fonds d'investissement One Equity Partner (OEP, filiale de Bank One) a pris le contrôle : dans un premier temps, OEP avait été considéré comme agissant pour le compte de Northrop Grumman ou de General Dynamics dans la perspective de livraison de huit sous-marins classiques à Taiwan ; la décision du gouvernement allemand de bloquer cette exportation a mis fin à ce projet, mais maintenant OEP dément vouloir se retirer de HDW et affirme au contraire vouloir jouer un rôle industriel, annonçant même qu'il va investir 400 millions d'euros dans le chantier (76). La mainmise américaine sur HDW modifie le sens de la négociation pour un contrat de sous-marins entamée au Portugal, où les autorités portugaises refusent de prendre en compte une nouvelle offre du constructeur français DCN, allié à l'Espagnol Izar : l'enjeu de la compétition cesse d'être interne à l'Europe et

(71) *Le Monde*, 1^{er} juin 2001.

(72) Arthur ПАБЧИТ, *Rapport au nom de la commission nationale de la défense et des forces armées sur les systèmes de surveillance et d'interception électroniques pouvant mettre en cause la sécurité nationale*, Assemblée nationale, Document n° 2623, 11 octobre 2000.

(73) Après une première entrée en 1998, la prise de contrôle est totale en 2003. Cf. *AFP*, 3 septembre 2003.

(74) *La Tribune*, 14 juin 2002.

(75) *AFP*, 25 novembre 2003.

(76) *AFP*, 20 octobre 2003.

devient un des éléments de l'affrontement global (77), d'autant que le Portugal doit aussi négocier avec les industriels américains la modernisation de ses appareils de patrouille maritime P3 Orion (78).

Du côté des motoristes, il y a eu, à l'été 2003, la vente de l'Italien Fiat Avio (moteurs d'avions et de fusées) au fonds d'investissement américain Carlyle (70 %) et au groupe italien de défense et d'aéronautique Finmeccanica (30 %) (79). Puis, à l'automne, c'est le consortium américain Kohlberg Kravis & Roberts (KKR) qui rachète la filiale de turbines d'avions de Daimler Chrysler, MTU, pour 1,45 milliard d'euros. Le groupe germano-américain a décidé de procéder à des négociations exclusives avec KKR, écartant ainsi l'autre consortium d'investisseur qui était sur les rangs, le Britannique Doughty Hanson (80). Le rôle de MTU dans la fabrication de moteurs militaires et de systèmes de propulsion était suffisamment important pour que le gouvernement allemand souhaite une solution européenne, mais on peut penser que les difficultés de Daimler-Chrysler sur le marché américain, après la reprise du constructeur d'outre-Atlantique, l'ont dissuadé d'ouvrir une occasion de conflits avec l'administration américaine (81).

En Espagne, le holding public SEPI a décidé de vendre sa participation de 53,1 % dans le motoriste ITP (Industria Turbo Propulsores), dont Rolls-Royce est l'actionnaire minoritaire (46,9 %). Parmi les offres reçues, il y a à nouveau celles de Carlyle et de KKR. C'est dire que les problèmes d'autonomie deviennent sérieux, car ITP participe au consortium qui motorisera l'Airbus gros porteur A 380, mais aussi à la motorisation de l'avion de transport A400M et de l'hélicoptère Tigre (82).

Initiatives de dissociation

Un certain nombre d'initiatives industrielles américaines ont aussi pour conséquences d'introduire des facteurs de division dans la cohésion européenne.

Les Etats-Unis ont réussi à entraîner cinq pays européens dans le financement de leur prochain avion de combat F-35 (auparavant appelé le JSF, Joint Strike Fighter) : la Grande-Bretagne (2 milliards de dollars), l'Italie (1 milliard), les Pays-Bas (800 millions), le Danemark (150 millions) et la Norvège (120 millions). Les industries européennes sont ainsi « fixées », dans l'impossibilité de financer un autre programme concurrent, pendant que les Etats-Unis développent deux autres programmes, le F-18 Super Hornet et

(77) *AFP*, 6 novembre 2003.

(78) *AFP*, 2 janvier 2003.

(79) *AFP*, 11 août 2003 et 1^{er} octobre 2003.

(80) *AFP*, 5 novembre 2003. MTU est le premier fabricant allemand de turbines d'avions dans le secteur civil et militaire; l'entreprise est rentable, mais elle a souffert, en 2002, de la crise dans le secteur aéronautique, avec une baisse de 11 % de son chiffre d'affaires à 2,2 milliards d'euros.

(81) *AFP*, 11 décembre 2003.

(82) *Les Echos*, 27 octobre 2003.

le F-22 (83). De surcroît, les pays européens sont soumis aux décisions américaines : ainsi, la version à décollage vertical est déjà durement touchée, avec la réduction annoncée de 60 % des commandes, puisque le corps de marines prévoit maintenant de ne commander que 250 appareils au lieu des 609 prévus initialement (84). De même, l'appareil est conçu pour être armé du missile Sidewinder ; la Grande-Bretagne, qui souhaite utiliser le missile Asraam, et la Norvège, qui a choisi le missile Penguin, devront développer à leurs frais les moyens d'utilisation de ces engins (85).

De la même façon, les pressions américaines pour faire participer les pays européens à leur programme de défense antimissiles ont aussi pour objectif d'introduire des éléments de disjonction entre les pays de l'Union.

En outre, la place privilégiée de la Grande-Bretagne dans les relations d'échanges de biens militaires avec les États-Unis a été confortée par l'ouverture d'un nouveau bureau au Pentagone, dont l'objectif est d'améliorer la comptabilité des procédures d'octroi de licences d'exportation avec les Départements du Commerce d'État, l'*US export systems interagency program management office*. Les procédures en cours devaient ainsi être de plus en plus standardisées, accélérées et sécurisées. Dans le même but, les gouvernements britanniques et américains discutent des conditions d'un accord visant à lever la réglementation du contrôle du commerce d'armes pour les exportations de composants non classifiés vers certaines industries britanniques (86). Là encore, les traitements différenciés des pays européens visent à introduire des facteurs de discorde à l'intérieur de l'Union et, en particulier, le traitement de la France est sensiblement distingué de celui d'un certain nombre d'autres pays. Les observateurs notent que la nouvelle administration se fait tirer l'oreille pour mettre en place un cadre de relations franco-américaines aussi favorables que ceux qu'elle a conçus avec le Canada, l'Australie, la Grande-Bretagne, ou que ceux qu'elle étudie avec les Pays-Bas, l'Allemagne et la Norvège (87).

Les choix politiques différents lors de la guerre contre l'Iraq ont entraîné là aussi des traitements différenciés des pays européens, la France, l'Allemagne et la Belgique notamment étant exclues des appels d'offre pour la reconstruction de l'Iraq (88). Les États-Unis espèrent bien bénéficier en retour du choix britannique pour le renouvellement de la flotte d'avions ravitailleurs de la RAF (89) : pour ce programme à haute valeur symbolique, Boeing et EADS s'affrontent dans une compétition perturbée par les

(83) L'US Air Force envisage, si les essais du F-22 sont concluants, de basculer une partie de sa commande de F-35 vers des F-22. Cf. *TTU*, 27 novembre 2003.

(84) *TTU*, 2 octobre 2003.

(85) *TTU*, 2 octobre 2003.

(86) *TTU Europe*, 25 janvier 2001.

(87) *Les Echos*, 13 décembre 2001.

(88) *AFP*, 11 décembre 2003.

(89) Location de vingt appareils pendant 27 ans pour un montant d'environ 3 milliards d'euros.

déboires de Boeing sur le marché intérieur américain (90). Néanmoins, il n'est pas sûr que le tropisme anglo-saxon de la Grande-Bretagne soit déterminant, si l'on se souvient que le PDG même de BAE Systems tire un bilan « *mitigé* » des programmes conjoints américano-britanniques (91).

LE FACE-À-FACE EU-UE

Du côté américain, la montée de l'unilatéralisme comme cadre global de la pensée et de l'action stratégique se passe de démonstration, qu'il s'agisse de l'action guerrière contre l'Iraq ou du refus de se joindre aux traités internationaux contre les armes chimiques, bactériologiques, les armes légères ou les mines antipersonnel. Cependant, il faut bien comprendre que cette perspective unifie ce qui pourrait apparaître comme des caractéristiques sectorielles et que c'est dans cette logique qu'il faut replacer la course à la suprématie dans la technologie militaire et la violence croissante que revêt cet affrontement.

En effet, c'est bien d'une opposition idéologique fondamentale dont il s'agit si l'on suit l'analyse de Robert Kagan : « *il est temps de cesser de faire semblant de croire que les Européens et les Américains partagent une vision commune du monde, ou même qu'ils vivent dans le même monde. Sur la question fondamentale du pouvoir – de l'efficacité du pouvoir, de l'éthique du pouvoir, de l'attrait du pouvoir –, les approches américaines et européennes divergent. L'Europe tourne le dos au pouvoir ou, pour le dire autrement, elle dépasse le pouvoir pour s'inscrire dans un monde autonome de lois et de règlements, de négociations et de coopérations transnationales. Elle pénètre aujourd'hui dans un paradis posthistorique de paix et de prospérité relative, qui correspond à la 'paix perpétuelle' de Kant. Les Etats-Unis, eux, restent empêtrés dans l'histoire, exerçant le pouvoir dans le monde anarchique de Hobbes, où l'on ne peut se fier au droit international et où la véritable sécurité, la défense et la propagation d'un ordre libéral restent tributaires de la possession et de l'usage de la force militaire. C'est pourquoi, sur les grandes questions stratégiques et internationales actuelles, les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus : ils ne s'entendent que sur peu de points et se comprennent de moins en moins. Et cet état de choses n'est pas passager – il n'est dû ni à une élection américaine ni à quelque catastrophe. Les raisons de la scission transatlantique sont profondes, anciennes et sans doute durables. Lorsqu'il s'agit de fixer des priorités nationales, d'identifier les menaces, de définir les défis à relever et d'élaborer et mettre en œuvre une politique étrangère et une stratégie de défense, les Etats-Unis et l'Europe empruntent des voies différentes » (92).*

(90) *TTU*, 9 octobre 2003.

(91) *AFP*, 9 juin 2003.

(92) Robert KAGAN, « Power and weakness », *Policy Review*, n° 113, juin 2002.

Kagan n'est pas le seul à argumenter de cette façon, comme on peut le constater à la lecture d'Edward Luttwak : « voir les Français faire cause commune avec des pays comme l'Iraq ou la Syrie juste pour faire obstacle aux Etats-Unis, sans que cela serve un seul des intérêts concrets de la France, c'est difficile à avaler. Il y aura des représailles américaines contre la position adoptée par Chirac aux Nations Unies, de même qu'il y en aura contre Schröder, qui a fait sa campagne électorale sur notre dos. Si on peut être anti-américain sans en payer le prix, alors tout le monde va l'être. Il s'agit donc pour nous d'affirmer la distinction entre ceux qui sont nos amis et ceux qui ne le sont pas » (93).

C'est dans la même logique que cet unilatéralisme se caractérise par une certaine morgue vis-à-vis des alliés européens : « nous sommes actuellement à un moment très critique des relations transatlantiques. L'Europe doit prendre des décisions cruciales si elle veut que nous restions impliqués dans sa défense. Nous sommes inquiets de la faiblesse des dépenses militaires et des capacités réelles de défense de l'Europe. [...] La France a toujours été l'allié le plus difficile et elle l'est encore plus aujourd'hui. La France n'est pas la seule mais c'est elle qui nous donne le plus d'inquiétude et qui joue actuellement le rôle d'agent provocateur. Sous sa conduite, l'Europe veut investir dans des systèmes de défense identiques aux nôtres, comme les satellites espions, même si ça vous coûte plus cher pour un produit inférieur, car nous dépensons beaucoup plus que vous; la qualité de ce que l'on a, dépend de ce que l'on paie! J'espère que les choses ne vont pas se dégrader, mais je note des signes inquiétants » (94).

Certes, l'appel pour un « renouveau du partenariat transatlantique » cherche à arrondir les angles et à dépasser les provocations dont Donald Rumsfeld ou Richard Perle se sont fait une spécialité (95) : « dix ans après la fin de la Guerre froide et face aux nouvelles menaces, le lien transatlantique est rarement apparu aussi crucial. Nous sommes inquiets de voir en Europe et aux Etats-Unis certains émettre l'idée que nous n'aurions plus besoin de ce partenariat. Au contraire, nous devons réhabiliter les relations entre l'Amérique et l'Europe en commençant par changer le ton avec lequel nous nous adressons à nos alliés. Les Etats-Unis et l'Europe partagent une communauté d'intérêt et

(93) Edward LUTTWAK, « C'est par la force qu'on change l'histoire », *Le Point*, 1^{er} novembre 2002.

(94) Richard PERLE, *Le Monde*, 21-22 janvier 2001.

(95) Ce texte, préparé dans le cadre du programme européen du Center for strategic and international studies (CSIS), a été publié en français dans *Le Monde*, le 15 mai 2003. Les signataires en sont : pour les Démocrates, Madeleine K. Albright (ancienne Secrétaire d'Etat, 1997-2001; ancienne ambassadrice à l'ONU, 1993-1997), Harold Brown (ancien Secrétaire à la Défense, 1977-1981), Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller à la Sécurité nationale du Président Carter), Warren Christopher (ancien Secrétaire d'Etat, 1993-1997), William Cohen (ancien Secrétaire à la Défense 1997-2001). Stuart Eizenstat (ancien secrétaire adjoint au Trésor). John Hamre (ancien secrétaire adjoint à la Défense), Carla Hills (ancienne représentante des Etats-Unis pour le Commerce), Sam Nunn (ancien président de la commission de la Défense du Sénat) et Charles Robb (ancien sénateur); pour les Républicains, Franck Carlucci (ancien Secrétaire à la Défense), Robert Dole (candidat à la présidence des Etats-Unis), Lawrence Eagleburger (ancien Secrétaire d'Etat), Alexander Haig Jr. (ancien Secrétaire d'Etat), Lee Hamilton (ancien président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants), Paul O'Neill (ancien Secrétaire au Trésor), William Roth Jr. (ancien sénateur) et James Schlesinger (ancien directeur de la CIA et Secrétaire à la Défense).

de valeur » (96). Cependant, est aussitôt proposée la présence de représentants américains à la Convention européenne, sans réciprocité bien entendu et en s'inquiétant de ce que la croissance de l'anti-américanisme en Europe ait entraîné une rhétorique anti-européenne aux Etats-Unis, enchaînement pour le moins discutable.

On ne peut se dissimuler que l'affrontement prend de l'ampleur : les Etats-Unis, déjà condamnés par l'OMC dans l'affaire des Foreign Sales Corporation (FSC), viennent d'être à nouveau condamnés en appel par cette même organisation pour les surtaxes sur les importations d'acier décidées par le gouvernement Bush en mars 2002 (97). Et, de part et d'autre, les contre-mesures et contre-contre-mesures s'élaborent. Dans le même temps, les Etats-Unis poursuivent discrètement le développement des bases dont ils disposent dans certaines régions européennes considérées comme sûres politiquement : ils prévoient ainsi d'investir 450 millions de dollars dans la base de Rota – base navale du sud de l'Espagne, d'utilisation conjointe hispano-américaine, créée en 1959 et où sont stationnés 5 000 militaires américains dans le cadre d'accords de défense hispano-américains qui organisent également la base de Moron, au sud de l'Andalousie, comme base conjointe –, pour y agrandir les installations des services de renseignement américains. C'est toute la surveillance du détroit de Gibraltar et de la Méditerranée occidentale qui est ainsi permise par ces accords.

*

* *

Face à l'Empire solitaire, le Vieux Continent cherche à construire une Europe non alignée, autonome, pacifiée, pacifique, paisible, respectueuse des droits de l'homme et du citoyen. Malgré les oiseaux de mauvais augure qui croassent sur le « déclin » supposé de la France et de l'Europe, il a les moyens de cette autonomie.

(96) *Le Monde*, 15 mai 2003.

(97) *Le Monde*, 12 novembre 2003.